

Octobre 2017

Osons questionner le « développement »

Qu'entend-on par « développement » ? Coopération au développement, développement durable, développement personnel, etc. ; le développement est aujourd'hui devenu « à particule ». Bien souvent, il semble constituer la (seule) voie à suivre pour un avenir positif et serein. Mais est-ce vraiment le cas ? Voyons ensemble ce qui se cache derrière ce mot polysémique.

Quand on parle de développement, on parle de quoi ?

Le développement est généralement admis comme un phénomène positif. Il suppose une idée de mouvement, le passage d'un stade A à un stade B considéré comme meilleur. Utilisé dans de nombreux domaines, il sous-entend l'idée de progrès, de croissance, d'expansion. La temporalité du développement est souvent longue. Le changement, la transformation ne se réalisent pas du jour au lendemain. Ils demandent patience et efforts, voire sacrifices.

Dans le domaine des sciences humaines sur lequel nous allons nous concentrer, le développement désigne l'amélioration des conditions de vie d'une population, et renvoie à l'organisation sociale servant de cadre au bien-être. Ainsi, le développement semble souvent être la clé d'un problème. Par exemple, pour sortir de la pauvreté, un pays doit se *développer*. En cela, il sera notamment aidé par l'aide au *développement* accordée par une autre entité (pays, groupes de pays, organisation internationale, etc.). Elle sera en partie mise en place par la coopération au *développement* assumée par différents acteurs associatifs, gouvernementaux, etc. De préférence, elle respectera les principes du *développement* durable.

Développement et croissance

Aujourd'hui, le lien entre développement et croissance semble étroit pour de nombreuses personnes, en particulier pour nos décideurs

politiques. Se basant sur le parcours historique de nos sociétés occidentales, ils sont convaincus que c'est la croissance économique qui contribue au développement et qui assure un plus grand bien-être à la population de notre pays. Selon Gilbert Rist¹, professeur à l'Université de Genève, l'utilisation contemporaine du développement date de 1949 dans le discours du président Truman. Celui-ci divise le monde en pays développés qui ont accédé à un certain niveau de vie et en pays sous-développés qui en sont exclus. Ce paradigme transcende les clivages politiques. À gauche, on mise sur les politiques volontaristes de l'État, à droite, sur les externalités positives de la bonne marche des affaires.

Pourtant selon nous, définir le développement implique de le distinguer de la croissance. Rappelons que la croissance mesure la quantité de richesses produites dans un pays sur une année à travers le PIB (*Produit Intérieur Brut*). Elle ne fournit aucune indication sur des aspects sociaux quantitatifs ou qualitatifs. Elle présuppose [une redistribution équitable de ces richesses](#)². Tandis que le développement, dans notre vision, s'intéresse davantage au bien-être des personnes qui dépend de la conjonction d'une série de facteurs (cadre de vie, santé, relations humaines, etc.), nous y reviendrons.

La croissance peut contribuer au développement, si les bénéfices en sont justement et équitablement redistribués. Mais ce n'est pas toujours le cas. Une croissance sans développement existe aussi, quand la qualité de vie de la population n'augmente

¹ Il est l'auteur du livre « Le développement, histoire d'une croyance occidentale ».

² Pour aller plus loin, voir l'étude de Justice et Paix, « Et si l'économie nous parlait du bonheur ? Des indicateurs de prospérité citoyens ».

pas. « Inversement, même en l'absence de croissance, la priorité donnée aux productions les plus utiles et une plus grande équité dans la distribution des biens produits améliorent les conditions de vie des populations et créent du développement »³. Le développement relèverait donc davantage du qualitatif que du quantitatif. Pour aller plus loin que le simple calcul économique, le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) a développé en 1990 un Indice de Développement Humain⁴ (IDH) qui calcule le développement humain sur base de 3 indicateurs : le PIB par habitant, le niveau d'éducation et l'espérance de vie à la naissance.

Un seul modèle de développement (économique)?

Comme nous l'avons dit, notre modèle de développement occidental, basé sur le progrès industriel et la croissance, reste dans l'imaginaire de beaucoup la recette idéale à appliquer car il nous a permis d'atteindre notre confort de vie actuel. Différents économistes (Adam Smith, Herbert Spencer, Walt Whitman Rostow) postulent que toutes les sociétés parcourent naturellement une série d'étapes au cours de leur histoire, d'un stade primaire à un stade développé/industriel. Même si les inégalités de richesse explosent et projettent un nombre toujours plus important d'européens dans la précarité⁵, notre classe dirigeante continue de penser utile de faire rayonner notre modèle dans les autres pays du monde, notamment ceux du Sud de la planète.

³ <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article511>

⁴ Cet indicateur s'inspire des travaux d'Amartya Sen sur le développement humain. En 2016, une personne sur trois vit encore dans de faibles conditions de développement humain.

⁵ En 2008, 116 millions d'européens se trouvaient « exposés au risque de pauvreté » selon Oxfam. En 2015, ils étaient 123 millions.

Dans les pays sous-développés ou en voie de développement, on peut dégager plusieurs modèles de développement économique mis en œuvre⁶. Passons par un petit aperçu historique. Suite à la crise de 1929, les pays d'Amérique latine ont constaté l'inefficacité d'une économie basée sur les exportations de matières premières. L'industrialisation leur est dès lors apparue comme la voie de la prospérité. Plus question d'importer trop de marchandises de l'extérieur mais bien de produire ses propres biens de consommation. Cette politique passant par un rôle important accordé à l'État a donné lieu à une période de croissance. Ce modèle s'est effondré dans les années 80 où de nombreux pays d'Amérique latine (Argentine, Mexique, Brésil, etc.) se sont retrouvés en situation de crise financière aiguë. Les biens produits sur place étaient impayables⁷. Les taux d'intérêt des emprunts latino-américains ont augmenté brutalement et ces derniers se sont retrouvés dans l'incapacité de payer.

Pour éviter la banqueroute, ces pays furent contraints de se tourner vers la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI). Ils obtinrent de nouveaux prêts conditionnés à l'adoption d'un plan d'ajustement structurel (PAS). Celui-ci impliquait des mesures économiques strictes : diminution du rôle de l'État, privatisations, diminution des dépenses publiques... Aussi appelé Consensus de Washington, cette recette libérale fait confiance au marché et à la mondialisation pour apporter le développement. Aujourd'hui, ces PAS sont largement critiqués pour leurs effets contre-productifs. En outre, plus qu'à un ajustement structurel, ces programmes ont contraint les pays du Sud à s'aligner sur le paradigme économique officiel des sociétés du Nord basé sur la concurrence, l'enrichissement et la promotion de l'individu⁸.

⁶ Cette partie s'inspire de l'article de Denis Clerc, « Les trois modèles de développement économique » dans Alternatives Economiques.

⁷ Voir aussi l'article du Président équatorien Rafael Correa dans le Monde Diplomatique en 2013, « L'Europe endettée reproduit nos erreurs ».

⁸ <https://www.cairn.info/revue-sante-publique-2003-4-page-503.htm>

Suite à la crise financière de 2008, des recettes similaires ont été imposées aux pays européens, avec des degrés d'intensité différents. Quelques années plus tard, le FMI et la Banque Mondiale admettent les limites des politiques d'austérité. Et l'ONU vient de publier un rapport qui vise le dépassement de l'austérité⁹.

Du côté asiatique, plusieurs pays (dont la Chine, la Corée du Sud, Taïwan) ont décidé de baser leur développement sur le marché et une forte mainmise de l'État. En connivence avec certaines entreprises privées, ce dernier conduit un libéralisme contrôlé.

En Afrique, la décolonisation des années 60 a donné l'espoir d'un développement autonome, inclusif et participatif. Mais la tutelle occidentale est restée prégnante dans ce continent riche en matières premières indispensables à l'Union européenne. La plupart des pays africains ont une économie qui repose sur l'exportation de matières premières ciblées. L'Afrique importe ainsi 83% des produits alimentaires transformés. D'aucuns iront jusqu'à dire que le développement s'y apparente à une nouvelle forme de colonisation¹⁰.

De nombreux pays en voie de développement continuent de percevoir le modèle de développement occidental comme l'idéal à atteindre. La plupart des pays veulent s'intégrer au grand jeu du marché mondial. C'est la trajectoire qu'ont en tout cas suivie plusieurs pays d'Amérique latine. C'est le cas du Pérou et de nombreux autres pays qui présentent une économie peu diversifiée basée principalement sur l'exportation de matières premières peu transformées et donc assez vulnérables aux variations de prix. Pourtant, l'alignement des pays en voie de développement sur le modèle occidental est impossible quand on sait que 20% de la population mondiale consomme 80% des ressources naturelles de la planète.

⁹ Le rapport est disponible en anglais sur ce lien : http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/tdr2017_en.pdf

¹⁰ Pour aller plus loin, voir l'analyse de Justice et Paix « [Du caoutchouc aux minerais, l'exploitation dévastatrice des ressources à travers les siècles](#) »

On le voit, sous l'influence de l'Occident, et dans le cadre d'échanges mondialisés, les modèles de développement ont tendance à s'uniformiser. Les pays cherchent ainsi à créer de la croissance selon leur profil économique afin de créer de la richesse et se développer. Mais depuis plusieurs décennies, on constate les dégâts de ce modèle de développement qui suppose une phase d'industrialisation coûteuse en énergie et en ressources. Plus les pays se développent économiquement, plus ils dégagent une capacité à consommer pour une classe moyenne élargie. S'enclenche le cercle vicieux d'une consommation massive alimentée par une production intensive de biens matériels dont le coût écologique est devenu insupportable pour la planète.

Les excès écologiques de ce modèle sont reconnus et admis par un cercle toujours plus large. Ainsi, il a fallu inventer une nouvelle vision du développement assurant un avenir paisible : le développement durable.

La solution : le développement durable

La notion de développement durable forgée par le rapport Brundtland¹¹ en 1987 est venue clore le débat sur les limites physiques de la croissance économique, sauvant le consensus productiviste mis en danger par le rapport Meadows en 1972¹². Au sommet de Rio (1992), il a été convenu que les priorités économiques, sociales et environnementales pouvaient être conciliées, que le développement économique et la croissance de la production à sa base deviendraient socialement et écologiquement tolérables, répartissant les ressources naturelles entre les

¹¹ C'est dans ce rapport publié par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations Unies que le terme « développement durable » est utilisé et défini pour la première fois.

¹² Ce rapport souligne pour la première fois les dangers écologiques de la croissance économique et démographique sur base des calculs d'un modèle informatique.

générations présentes et à venir. Dans la même ligne est apparue la « croissance verte », promue notamment par l'OCDE. Elle se présente comme le volet économique du développement durable.

Mais au vu des limites de notre modèle de développement, ne faudrait-il pas remettre profondément en question notre définition de celui-ci avant de l'associer au mot « durable » ? Tant que le développement¹³ sera associé à la croissance dans l'esprit des décideurs et des citoyens, il ne pourra constituer un horizon durable. La preuve en est que le concept existe depuis 1987 et que la situation écologique n'a cessé de se dégrader depuis lors¹⁴.

Plus loin encore, on peut également se demander si le développement est vraiment une fin en soi. Est-il réellement un gage de bien-être social ? Un pays sous-développé est-il nécessairement habité par une population malheureuse ? À l'inverse, un pays développé comme la Belgique suppose-t-il *de facto* le bien-être de ses habitants ? De nombreuses communautés indigènes vivent parfaitement en dehors du développement une existence épanouie, trop souvent menacée par notre modèle de développement. D'une certaine manière, alors que les discours dominants ont considéré ces peuples indigènes comme en retard, une tendance pourrait au contraire aujourd'hui les considérer comme en avance car vivant bien plus en harmonie avec leur environnement. Cette tendance de remettre l'homme en phase avec son environnement se répand massivement en Europe.

Redonner un sens nouveau

Le mot « développement » recouvre des sens multiples. Il est utilisé par tous mais chacun y met ses propres nuances. Certains

l'entendent comme indissociable de la croissance économique et d'autres le concevront nécessairement en dehors de celle-ci. Par ailleurs, c'est sans doute son acception large qui lui permet d'être autant plébiscité. Il permet à des gens d'horizons différents de parler le même langage. Ou du moins le pensent-ils... C'est cette mécompréhension du terme « développement » qui en pousse aussi certains à l'exclure complètement de leur vocabulaire. C'est le cas notamment des partisans de la décroissance.

Plutôt que de bannir ce mot, nous préférons le récupérer. Aujourd'hui, il nous faut réinventer un sens au « développement », en dehors du tout à l'économie. Un sens en cohérence avec les défis de notre époque, un sens qui n'impose pas un modèle à un autre, un sens pluriel. Dans cette perspective, le développement désignerait peut-être simplement la conjonction d'une série de conditions, pouvant varier selon les cultures, qui assureraient la qualité de vie des populations sans dégrader l'environnement. Avoir un toit, avoir de quoi se nourrir, entretenir des relations humaines, vivre dans un environnement pacifié laissant la place aux libertés individuelles et collectives, bénéficier d'un système de justice, d'éducation, de santé, décider de façon démocratique de son propre modèle de développement dans le respect de l'environnement.

Auteure :
Géraldine Duquenne

¹³ Voir aussi les principes du courant du post-développement : <https://www.cairn.info/revue-du-mauss-2002-2-page-90.htm>

¹⁴ Voir l'étude à venir de Justice et Paix sur l'épuisement des ressources naturelles.



ANALYSE

Publié avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles



Ed resp : Axelle Fischer, Commission Justice et Paix
31/6, Rue Maurice Liétart - 1150 Bruxelles – Belgique
Tél : +32 (0)2 738 08 01 – IBAN : - BE30 0682 3529 1311
www.justicepaix.be - info@justicepaix.be